

LE DANGER POST-FASCISTE...

Analyser le *Front national* et le *Rassemblement Bleu Marine* de 2015 avec les lunettes de 1922 (accession au pouvoir de Mussolini après la marche sur Rome) ou bien celles de 1933 (Hitler nommé Chancelier du Reich après des élections démocratiques) serait une erreur funeste. Un peu comme si on regardait l'actuel *Parti communiste français* en fonction des bolcheviques qui ont triomphé au Congrès socialiste de Tours (1920). Bien sûr, les communistes ont gardé leurs mauvaises habitudes (autoritarisme, subordination du syndical au politique, parlementarisme, démagogie...), mais ils n'ont plus grand-chose à voir avec les bataillons intellectuels ou prolétariens des années 1920-30. De même, les cadres actuels et l'électorat du *Front national* n'héritent qu'en partie du fascisme ou du néofascisme (celui de Jean-Marie Le Pen ou de Bruno Mégret), et relèvent bien davantage du post-fascisme. Le danger n'en est que plus grand. De quoi s'agit-il?

La contre-révolution préventive du fascisme historique

Considérer un mouvement politique sous son angle purement idéologique rend myope. Cette lacune est fréquente, même parmi les anarchistes qui récusent pourtant toute vision idéaliste de l'histoire sur le plan philosophique (non, ce n'est pas seulement les idées qui font le monde mais aussi et d'abord les pratiques, à commencer par la lutte des classes et la lutte des places). Traquer les petites phrases fascisantes, les provocations de tel ou tel au sein du FN, repérer les candidats *Bleu Marine* issus de tel groupuscule fasciste, tout cela tombe à côté de la plaque. En outre, cela ne fait que reproduire les tics habituels de la gauche et même de l'extrême gauche, qui font tout sauf faire reculer le post-fascisme. La vraie question qu'il faut se poser est: à quoi sert le *Front national* dans et pour le capitalisme actuel?

Pour y répondre, il faut revenir à la problématique du fascisme telle qu'elle s'est posée dans l'histoire. Car le FN, certes, découle de cette histoire, qu'il faut donc comprendre, mais qu'il est en train de dépasser, ce qu'il faut saisir aussi. Distinguons déjà le fascisme du nazisme. Les deux furent bien entendu liés, mais pas autant qu'on ne veut bien le dire après une réécriture démocratico-républicaine de l'histoire.

L'entente entre Hitler et Mussolini fut tardive, le second s'opposant même à l'Anschluss. Les deux régimes ont des ressemblances, mais aussi des différences, parfois cruciales. En particulier, l'obsession antisémite de Hitler et des nazis, et par conséquent la politique génocidaire ou la Shoah, n'existent pas dans le fascisme originel mussolinien. Cet élément est d'autant plus important qu'il explique en partie la défaite d'un régime nazi donnant la priorité ferroviaire aux convois de déportés plutôt qu'aux trains militaires.

En revanche, leur point commun - essentiel - se trouve dans ce qu'a très bien analysé l'anarchiste italien Luigi Fabbri: le fascisme comme le nazisme ont constitué une «*contre-révolution préventive*» dans les deux pays où le mouvement ouvrier était particulièrement fort (le mouvement d'occupation des usines, le *Bienno rosso* ou la *Commune d'Ancône* en Italie; le spartakisme, la République des Conseils de Bavière ou les bataillons socialistes en Allemagne).

Le capitalisme d'État après la crise de 29

Il suffit d'ailleurs de comparer avec la France où l'*Union sacrée* ainsi que l'euphorie de la Victoire ont

en quelque sorte anesthésié le mouvement socialiste, même après 1918. La révolution bolchevique n'a qu'en partie et brièvement modifié la donne à partir du moment où l'Union soviétique (stalinienne) s'est constituée et fut reconnue par les États démocratiques européens. Elle ne devenait pratique que comme pseudo-épouvantail idéologique pour les bourgeoisies classiques, tout en constituant une réelle menace impérialiste, surtout pour la puissance la plus proche, et revancharde de surcroît: l'Allemagne.

Autrement dit, au cours des années 1920-1930, dans ces pays gagnés par l'agitation ouvrière et au bord d'une révolution prolétarienne qui risquait de prendre un autre cours qu'en Russie - celui qu'elle a pris en 1936 en Espagne, là où les anarchistes étaient puissants et bien organisés (ce n'est pas un hasard si les staliniens d'un côté et les fascistes de l'autre ont tout fait pour l'anéantir) - la grande bourgeoisie, celle des grandes entreprises et des grands secteurs de l'État - a encouragé le fascisme. Elle-même est devenue en partie fasciste pour éviter de disparaître.

Simultanément, à partir de la crise de 1929, elle y a trouvé un intérêt pratique en renforçant le rôle dirigiste de l'État, non seulement avec le fordisme dans le domaine économique où le vieux libéralisme débridé devenait trop suicidaire car non performant, mais aussi dans le domaine social et culturel où il fallait faire régner la discipline, la hiérarchie et le puritanisme. Une grande partie de la gauche a laissé faire (1).

La France de 2015 n'est pas au bord de la révolution

Mais peut-on dire qu'en 2015 la France soit au bord d'une révolution prolétarienne? Peut-on également l'affirmer pour les autres pays où les mouvements d'origine néofasciste gagnent des élections? Pour autant, il ne s'agit pas de minimiser le phénomène. Depuis des années, j'affirme ainsi - à l'opposé de tous les commentateurs de l'époque - que le vote frontiste en France n'est pas protestataire mais qu'il est bel et bien idéologique, enraciné, de conviction (2). Qu'il représente donc quelque chose de structurel.

Cela fait également des années que je prône de considérer les chiffres électoraux du FN à leur vraie valeur: c'est-à-dire non pas en pourcentage mais en nombre de voix, donc en tenant compte de l'absentéisme. Le stock de voix frontiste oscille ainsi autour de 4 à 6 millions: 4,3 millions à la présidentielle de 1988, 5,5 millions au second tour de la présidentielle de 2002, 6,4 millions au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, 4,7 millions de voix aux élections européennes de 2014 puis 5,1 millions aux départementales de 2015. Soit autant, en gros, que le nombre de non-inscrits sur les listes électorales (environ 5 millions de personnes): et à comparer aux 27 millions d'abstentionnistes en 2014.

Le vote frontiste puise à l'origine dans les classes moyennes de ce que j'avais appelé l'«*extrême centre*» (3). Dans ses couches parfois embourgeoisées, mais souvent apeurés par une paupérisation réelle ou fictive, par la présence réelle ou fantasmée des prolétaires d'origine immigrée. Mais aussi, toujours davantage, dans les fractions ouvrières, jeunes ou précaires du peuple.

Le discours souverainiste, anti-élite et anti-*Commission de Bruxelles* du FN est fondamentalement nationaliste. Il n'est pas raciste à proprement parler (il n'y a plus besoin d'une théorie de supériorité raciale, sauf chez quelques exaltés), mais xénophobe (l'étranger ou le fils d'immigré venant prendre l'emploi ou les avantages sociaux...), d'où l'ambiguïté confuse à utiliser le terme de racisme. Il attire toutes celles et tous ceux qui ne voient pas d'alternative dans la classe politique en place, et qui misent sur le nouveau parti de l'ordre qui prétend sécuriser à tous les niveaux, récoltant ainsi les fruits de toute la propagande sécuritaire du régime actuel.

Ce n'est pas le danger révolutionnaire prolétarien que l'électorat frontiste veut écarter, ce sont les institutions qui le dominent: le grand patronat du CAC 40, la Commission de Bruxelles, la bureaucratie

(1) Pelletier Philippe (1991): «*La responsabilité historique de la gauche face à la montée du fascisme*». *Le Monde libertaire*, hors-série été, n° 835.

(2) Pelletier Philippe et le groupe Nestor-Makhno de la Fédération anarchiste (1997): *Du fascisme au post-fascisme - Mythes et réalités de la menace fasciste - Éléments d'analyse*. Paris, Éditions du Monde libertaire, 62 p.

(3) Dans mon article de 1991, cf. supra.

européenne avec ses règlements européens de plus en plus complexes. Comme vient de le démontrer David Graeber, le néolibéralisme, loin d'alléger l'État dont il se prétend l'adversaire, a généré une montagne de bureaucratie et de bureaucrates, y compris dans les entreprises où s'agitent des managers en tout genre (et sans parler des services publics) (4).

L'électorat frontiste des petits salariés ou des petits patrons s'en défie, mais sa phraséologie contre les riches, les puissants, l'élite ou les spéculateurs ne peut pas se dire anticapitaliste, car ce serait franchir une limite idéologique et politique forte. Exactement comme dans les années 1920-1930, mais dans une autre perspective, il adhère aux principes du capitalisme (propriété privée, État central et local, lois du marché). C'est même le cas des politiciens ou des idéologues de l'écologisme qui puisent eux aussi sociologiquement et culturellement dans la classe moyenne non ouvrière. Les uns et les autres s'en retrouvent d'ailleurs proches avec leur appel aux lois de la nature, au patrimoine local et naturel, à la tradition antimoderniste et antitechnologique (même s'ils utilisent tous la technologie en question). Mais quelle est donc cette nouvelle perspective?

Le post-fascisme en réserve du capital

Pour le moment, la grande bourgeoisie n'a guère besoin du post-fascisme. Celui-ci ne lui est utile que pour discipliner le travail, ce qui passe par une réimposition de l'ordre moral. Le fascisme historique s'appuyait sur un lumpenprolétariat de chômeurs, de précaires, de déclassés ou d'anciens combattants. Or celui-ci n'existe plus de nos jours. Plus exactement, il puise auprès des enfants précaires issus de l'immigration ou des partisans du djihad, c'est-à-dire précisément ceux qui contreviennent à l'orientation xénophobe du FN ! On voit donc mal le petit patron faire le coup de poing avec sa poignée de salariés. À moins que ce ne soit justement ce qui s'est passé avec les *Bonnets rouges* en Bretagne.

Autrement dit, le petit patronat et l'électorat frontiste s'affirment comme garde-fou d'un capitalisme qui serait trop transnational et trop écrasant, dans une sorte de bataille entre les petits et les gros. Les années 1930 ne reviennent qu'en partie, mais la gauche reste toujours dans le potage (5).

Le post-fascisme sert donc à recentrer les enjeux du capitalisme: local-national (protectionnisme, discipline, mise au travail, concurrence avec les pays dits émergents), mais aussi libéral (réduire les aides sociales, rabaisser les immigrés et les enfants d'immigrés à une main-d'œuvre servile, corvéable et détestée socialement). Parmi ces enjeux figure la question écologiste avec le programme environnementaliste du *Front national* qui cultive le catastrophisme - la peur étant l'un des moteurs du fascisme - et qui prône les énergies renouvelables.

Le post-fascisme peut arriver au pouvoir sur cette base, comme cela s'est passé en Italie sous Berlusconi et consorts et comme ce sera possible en France avec la stratégie souverainiste adoptée par le tandem Marine Le Pen-Florian Philippot qui est bien plus efficace que la nostalgie pétainiste et Algérie française d'un Jean-Marie Le Pen.

Contrairement à ce que nous racontent les médias ou les essayistes patentés, la querelle qui oppose le père et la fille ne relève donc en rien du parricide ou de la *Nuit des longs couteaux* qui a vu l'élimination de l'aide prétendument révolutionnaire et anticapitaliste du nazisme, mais bien d'une adaptation stratégique aux besoins du système en place. Car celui-ci est menacé non pas par une quelconque révolution prolétarienne encore dans les limbes mais par une dégradation de ses techniques d'encadrement et par une sinistrose sociale qui ralentit la reproduction du taux de profit.

Philippe PELLETIER
Groupe Nestor-Makhno

(4) Graeber David (2015): *The Utopia of rules, on technology, stupidity, and the secrets joys of bureaucracy*. Brooklin, Melvill house, 268 p.

(5) Corcuff Philippe (2014): *Les années 1930 reviennent et la gauche est dans le brouillard*. Paris, Textuel, 146p.